Ver(t)s les sommets

Après les élections régionales de Brême du 22 mai 2011

François Talcy*

» Le résultat des élections régionales de Brême, le 22 mai 2011, n'est certes pas représentatif pour l'ensemble du pays, il confirme néanmoins les tendances des derniers scrutins et des récents sondages. Un signal d'alarme pour la coalition chrétienne-libérale avant les élections à la chancellerie de 2013.

Le grand vainqueur de ces élections régionales est la coalition sortante des sociaux-démocrates et des Verts, puisque ce sont les deux seules formations politiques à améliorer leur score par rapport au dernier scrutin de 2007. Les sociaux-démocrates restent en tête avec une légère progression d'environ 2 points et les Verts arrivent en seconde position, devant les chrétiens-démocrates. Le grand perdant est le parti libéral qui ne parvient pas à franchir la barre fatidique des 5 % et enregistre avec 2,4 % des suffrages un des plus mauvais scores de son histoire dans ce petit Etat composé seulement de deux villes, Brême et Bremerhaven. Quant à la nouvelle gauche, *Die Linke,* elle ne profite pas des déboires du parti social-démocrate, analyse confirmant la tendance observée lors des derniers scrutins de cette année dans les anciens *Länder* (voir l'analyse dans *Dokumente/Documents* 2/2011). Les prochaines élections régionales, le 4 septembre dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, diront dans quelle mesure *Die Linke* est en réalité un parti de l'Est de l'Allemagne, voire une formation en perte de vitesse. Plus intéressant encore sera le résultat des élections dans la ville-Etat de Berlin le 22 septembre, où les Verts espèrent poursuivre leur progression et même arriver en tête devant les sociaux-démocrates, ce qui aboutirait, pour la deuxième fois cette année après le Bade-Wurtemberg, à l'élection d'un chef de gouvernement régional issu des Verts à la tête d'une coalition « vert-rouge ».

Personne n'attendait véritablement de surprise à Brême : la ville est dirigée par le SPD depuis 1946, de toutes les élections dans ce *Land* les sociaux-démocrates sont sortis vainqueurs devant tous les autres partis, gouvernant tour à tour avec les chrétiens-démocrates et les libéraux (jusqu'en 1959), puis avec les libéraux (jusqu'en 1971), avant de constituer seuls le gouvernement régional pendant vingt ans. En 1991, le SPD sera à la tête

System in Bewegung

Stets stellt sich nach Landtagswahlen die Frage nach deren bundespolitischer Bedeutung, so auch in Bremen am 22. Mai. Die von SPD und Grünen nicht überraschend gewonnene Wahl und damit bestätigte Landesregierung war dem Autor zufolge gewiss ein Signal in Richtung schwarz-gelbe Bundesregierung – wenn auch die Wahlen in Mecklenburg-Vorpommern am 4. September und in Berlin am 22. September ungleich mehr Gewicht hätten.

Hier nämlich werde sich zeigen, ob die Linke eine ostdeutsche Partei bleibt bzw. die Grünen einen zweiten Landeschef stellen werden und der Weg zum Kanzleramt für eine rot-grüne Regierung damit kürzer geworden ist. Inhaltlich jedenfalls seien alle Parteien in Bewegung, nicht nur beim Thema „Atomkraft"; die Parameter stimmten nicht mehr.

Red.

* François Talcy est journaliste indépendant.

d'une coalition avec les Verts et les libéraux pendant quatre ans (le seul *Land* avec le Brandebourg à avoir réalisé une telle coalition), laissant la place à une coalition avec la CDU de 1995 à 2007, date à laquelle finalement les sociaux-démocrates gouverneront avec les Verts sous la direction de Jens Böhrnsen. Tout au long de ces 65 dernières années, le SPD de Brême aura donc été aux commandes avec tous les partis. La ville de Brême est réputée pour d'autres premières politiques. C'est dans cette ville qu'une formation d'écologistes (la *Bremer Grüne Liste,* BGL) a connu son premier succès parlementaire en 1979. C'est aussi le premier Etat de l'ouest de l'Allemagne, où *Die Linke* a réussi à se faire élire (en 2007).

Après des scores autour de 30 % en 2009, lors des élections européennes de juin et des élections à la chancellerie en septembre, le parti social-démocrate, que les sondages donnaient en perte de vitesse, améliore sensiblement son résultat de 2007, permettant ainsi au bourgmestre de Brême (l'équivalent d'un ministre-président) de consolider la coalition scellée avec les Verts en 2007. Une coalition qui dispose désormais de 57 mandats parlementaires sur les 83 que compte le parlement de la ville-Etat. La CDU savait qu'elle n'aurait aucune chance dans ce *Land* ; quant au FDP, en proie à des difficultés internes après les échecs électoraux du premier trimestre 2011, il cherchait encore sa nouvelle identité, une semaine seulement après avoir mis en place une nouvelle direction nationale : Guido Westerwelle, qui reste ministre des Affaires étrangères, a laissé sa place de président du parti à Philipp Rösler, 38 ans, qui dans le même temps est passé du ministère de la Santé à celui de l'Economie pour mieux asseoir sa position (non officielle) de vice-chancelier.

C'est en partie le manque d'alternative politique qui a provoqué le peu d'engouement des électeurs, dont pratiquement la moitié a boudé ce scrutin, alors que pour la première fois les jeunes de 16 à 18 ans avaient été autorisés à participer au vote. La candidate chrétienne-démocrate, Rita Mohr-Lüllmann, qui a subi la colère des électeurs en proposant que les écoles assument les cours le samedi, a conduit la liste CDU pour la seule et unique raison que le président du groupe parlementaire du parti chrétien-démocrate au parlement de Brême, Thomas Rövekamp, avait clairement indiqué qu'il n'avait vraiment pas envie de se présenter pour se faire battre. Pourtant, la CDU n'a eu de cesse de souligner la mauvaise santé de la ville qui est en faillite depuis des décennies : le déficit public est de 18 milliards, soit 27 419 euros par habitant, deux fois plus que Hambourg. La ville dépense chaque année 1,2 milliards de plus qu'elle encaisse. Mais la crise est passée par là, pas seulement à Brême, et personne n'ose se lancer dans des promesses. Les Verts entendent freiner les dépenses, à raison de 130 millions d'euros par an jusqu'en 2020, ce qui permettrait, non pas de réduire le déficit, mais de mettre fin à tout nouvel endettement. Pour ce faire, un emploi sur trois dans la fonction publique ne sera pas remplacé lors de départs à la retraite, mais aucune réduction ne sera décidée dans le domaine social. Slogan des Verts : économiser sans douleur. En 2010, la coalition SPD-Verts a réalisé quelque 100 millions de

Capitale régionale	Brême	**Partis**	%	**Sièges**
Population	547 000 habitants	**SPD**	38,6 (+1,9)	36 (+4)
Participation	55,5 %	**Verts**	22,5 (+6,0)	21 (+7)
Coalition sortante	SPD-Verts	**CDU**	20,4 (–5,2)	20 (–3)
Ministre-président sortant	Jens Böhrnsen	**Die Linke**	5,6 (–2,8)	5 (=)
Nouveau gouvernement	SPD-Verts	**FDP**	2,4 (–3,6)	0 (–5)
Ministre-président	Jens Böhrnsen	**BiW**	3,7 (+2,9)	1 (+1)

Le résultat des élections régionales de Brême, le 22 mai 2011.

dettes par mois. On devine le scepticisme des électeurs, mais en fin de compte c'est le défaitisme qui l'a emporté, aucun des candidats n'étant en mesure de présenter une panacée crédible.

Un groupuscule populiste, *Bürger in Wut* (Citoyens en colère), n'a certes obtenu que 3,7 % des suffrages sur l'ensemble du *Land,* mais comme il dépasse les 5 % dans la ville de Bremerhaven, il a droit à une représentation parlementaire. Le BiW obtient donc un des 83 sièges du Sénat de Brême. Il profite de la petite taille du *Land* et des deux villes qui la composent : à Bremerhaven 2 300 voix sont suffisantes pour entrer au Parlement régional, 11 500 à Brême. A titre de comparaison : dans le Bade-Wurtemberg, cette barrière avoisine les 250 000 suffrages.

Perspectives 2013

Pour le gouvernement de la chancelière Angela Merkel, cette succession de défaites électorales des deux partis de la coalition est inquiétante, car l'addition des suffrages CDU et FDP (dans la mesure où le score des libéraux dépassent les 5 %) est non seulement minoritaire, mais aussi bien loin du total des voix que totaliseraient les sociaux-démocrates et les Verts. Malgré tout, le SPD ne sort pas grandi des différents scrutins (sauf à Hambourg et à Brême), il ne profite pas de la faiblesse des chrétiens-démocrates qui restent en tête des préférences, même si c'est à un niveau relativement faible. Rares sont ceux qui osent un pronostic, plus de deux ans avant les prochaines élections générales, mais il n'échappe à personne que l'arithmétique politique permettrait à la CDU (si le SPD, en quête d'un candidat face à Angela Merkel, ne parvient toujours pas à tirer profit de la situation) de s'allier avec les Verts. Le nouveau ministre-président du Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann, premier homme politique des Verts à accéder à cette fonction, a suscité quelque émoi début juin 2011 en rendant hommage au réalisme de la chancelière qui avait pris l'initiative de sortir le pays de la filière nucléaire. Malgré tout, les Verts démentent toute velléité de pouvoir aux côtés des chrétiens-démocrates et la CDU ne cesse de présenter sa préférence pour travailler avec les libéraux. Quant au SPD, il cherche à reprendre des couleurs pour redevenir un partenaire de coalition. Pour le FDP, un seul objectif est inscrit au programme : assurer sa propre survie. Dès le lendemain de son élection à la tête du parti, le jeune président a enregistré son premier succès : une large majorité des délégués réunis en congrès a en effet rejeté une motion visant à ne pas accepter le mécanisme européen de stabilité (MES) voulu par la chancelière pour venir en aide aux pays de l'Union européenne en difficulté après 2013. Cette motion prévoyait d'exclure de la zone euro les Etats qui ne rempliraient pas les critères de stabilité définis par Bruxelles. Seule concession : les délégués exigent que toute intervention du MES devra être précédée d'un vote parlementaire, ce que le ministre des Finances, le chrétien-démocrate Wolfgang Schäuble, refuse. La divergence n'est pas insurmontable, mais elle confirme le malaise au sein de la majorité quant aux aides européennes. Plusieurs députés de la CDU ont d'ailleurs voté contre l'aide allemande au Portugal au mois de mai. En revanche, plusieurs députés de l'opposition soutiennent l'initiative gouvernementale en la matière.

Les sociaux-démocrates, face à une stagnation de leur popularité et à une chute du nombre de leurs adhérents (le plus bas depuis un siècle avec 495 000 membres, contre plus d'un million en 1976), cherchent à gagner les faveurs des électeurs. Une réforme du parti est soumise à la réflexion des dirigeants du SPD qui devrait permettre l'organisation de primaires pour la désignation du futur candidat à la chancellerie, à l'image des socialistes français. Trois personnalités sont citées pour le grand rendez-vous de 2013 : le président du parti, Sigmar Gabriel, qui souhaiterait faire revenir les déçus de la nouvelle gauche dans le giron social-démocrate (d'où ils sont issus pour la plupart) ; Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre des Affaires étrangères, qui avait affronté sans succès Angela Merkel en 2009 ; et Peer Steinbrück, ancien ministre des Finances de 2005 à 2009, qui a pour l'instant la faveur des sondages, mais pas celle de l'aile gauche du parti. Si l'idée de primaires commence à faire son chemin, elle n'est pas du goût de tous les sociaux-démocrates, car certains envisageraient d'ouvrir ce scrutin à tous les électeurs. Pour les adversaires du projet, cette ou-

verture dévaloriserait l'appartenance au parti, puisque le choix du candidat échapperait aux seuls militants du SPD.

Le résultat de Brême confirme une tendance inquiétante pour le parti chrétien-démocrate : sur les dix plus grandes villes d'Allemagne, seules trois (Francfort/Main, Stuttgart et Düsseldorf) sont dirigées par un maire CDU. Sur les vingt plus grandes cités, seules six sont encore conservatrices. Hambourg est passé dans le camp social-démocrate en début d'année, Stuttgart pourrait disparaître de la liste lors des élections municipales de l'année prochaine. Une commission, mise en place par le parti en 2004, est parvenue à la conclusion que le programme de la CDU n'attire pas les électeurs dans les domaines de la politique familiale ou de la formation. Une nouvelle commission, créée en 2008 à Berlin, n'a toujours pas publié le résultat de son enquête. Par contre, le verdict des urnes, lors des élections générales de 2009, permet de constater que la CDU reste un « parti de province » *(Provinzpartei),* dont les résultats au niveau communal dans les grandes villes est bien en deçà de la moyenne nationale.

Le conservatisme en question

Les bouleversements de ces derniers mois ont relancé la polémique sur la définition du conservatisme. Nombreux sont les militants de la démocratie-chrétienne (500 000 militants, auxquels s'ajoutent les 154 000 de l'aile bavaroise) qui reprochent à leur présidente et chancelière, Angela Merkel, d'avoir abandonné les valeurs conservatrices pour reprendre à son compte, du moins en partie, celles des autres formations politiques. En juillet 2008, la CDU avait enregistré pour la première fois plus d'adhérents que le SPD (une différence de 801 seulement), pas vraiment la raison d'un nouvel engouement des électeurs conservateurs. En fait, les deux grands partis sont depuis vingt ans en chute libre, alors que les Verts sont en légère progression constante (avec 56 000 membres du parti, contre 21 000 dans les années 80).

Au sein de la CDU, le rapide abandon de la filière nucléaire choque tous ceux qui avaient fait campagne jusqu'ici pour justifier le recours à l'énergie de l'atome, même si la chancelière avait lancé depuis longtemps l'offensive des énergies renouvelables. Dans un autre domaine, celui du salaire minimum, le gouvernement ne cesse de faire des concessions, branche par branche. Sur la défense de l'euro, Berlin a changé plusieurs fois son fusil d'épaule, notamment sur l'aide à la Grèce. Quant à l'intervention occidentale en Libye, voulue par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis avec mandat des Nations-Unies, elle a dû se faire sans le soutien de l'Allemagne, qui a préféré s'abstenir au Conseil de sécurité aux côtés de la Chine et de la Russie.

De là à voir un isolement de l'Allemagne et une dérive vers l'Est, il n'y avait qu'un pas, franchi allègrement par tous ceux qui dénoncent la passivité allemande, moins de six mois après son élection comme membre non-permanent du Conseil de sécurité. Face à la critique massive et – euphémisme diplomatique – l'étonnement de ses partenaires, le gouvernement allemand ne manque plus une occasion de souligner sa solidarité envers les rebelles libyens et sa volonté de participer à la reconstruction du pays après le départ du colonel Kadhafi. L'électeur, lui, demande à comprendre quelle est la position du parti chrétien-démocrate sur toutes ces questions.

Les Verts, qui savourent actuellement leur poussée dans les sondages jusqu'à inquiéter les sociaux-démocrates de Berlin qui craignent se voir doublés lors des prochaines élections régionales de septembre, s'interrogent également sur leur avenir à moyen terme, lorsque le nucléaire aura disparu du paysage allemand. Né au moment du « Atome, non merci » et de l'opposition à la modernisation de missiles nucléaires américains sur le sol allemand, le parti va devoir changer son fusil d'épaule, dès lors que ce sont les chrétiens-démocrates et les libéraux – et non les Verts qui ont été au pouvoir – qui ont finalement mis fin au nucléaire, qui ont réformé en profondeur la *Bundeswehr,* supprimé le service militaire et qui ont refusé de participer à l'opération contre la Libye. D'aucuns demandent que les Verts changent désormais leurs traditionnels slogans pour dire oui aux pylônes qui vont devoir acheminer l'électricité dans le pays. C'est tout le système politique qui cherche désormais sa nouvelle identité.